

L'INDUSTRIE

LA CHAUSSURE—LES MESURES VISANT L'AIDE AUX COMPAGNIES EN DIFFICULTÉ

[Français]

M. Romuald Rodrigue (Beauce): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné la situation précaire dans laquelle se trouve l'industrie de la chaussure, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce pourrait-il dire s'il a l'intention d'annoncer bientôt à la Chambre les mesures susceptibles de venir en aide à cette industrie?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne peux pas m'engager de la sorte, parce qu'il y a certaines réformes à faire d'abord dans le secteur de la chaussure. J'aimerais rencontrer, à cet effet, les dirigeants de cette industrie, ce qui va avoir lieu dans quelques jours, je pense.

LES FINANCES

LE DÉBLOCAGE DU COURS DU DOLLAR CANADIEN—L'AGRICULTURE DE L'OUEST ET LA BAISSÉ DU PRIX DU BLÉ

[Traduction]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre des Finances. Il a déclaré hier que, comme dérivatif, en somme, des dispositions seraient prises, à l'occasion, pour contrebalancer les effets nocifs que pourrait entraîner la mesure qui a été prise dimanche et qu'il a annoncée hier. Comme le prix du blé est tombé de 6c. hier, à la suite de cette mesure, le gouvernement a-t-il l'intention de dédommager les cultivateurs de l'Ouest des pertes réelles qu'ils subissent?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je vais permettre au ministre de répondre à cette question, s'il l'estime nécessaire, mais je dois attirer l'attention du député sur le fait que le chef de l'opposition a cherché à poser une question à ce sujet il y a un moment. Étant donné qu'un débat spécial aura lieu plus tard dans la journée, il vaudrait peut-être mieux que ces questions, les discours et les réponses n'interviennent qu'à ce moment-là. Comme la question en cause a été posée, le ministre pourrait peut-être y répondre brièvement mais j'insiste à nouveau pour que les députés se souviennent de cette recommandation pendant la période des questions.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, vous avez autorisé le ministre à répon-

dre et je suis certain qu'il sera le premier à profiter de cette occasion.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Ce soir.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

PROCHE-ORIENT—LE RECOURS POSSIBLE À L'ARMÉE CANADIENNE POUR MAINTENIR LA PAIX

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? A-t-on demandé au gouvernement canadien d'utiliser l'armée canadienne pour maintenir la paix au Moyen-Orient?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

INSTRUMENTS STATUTAIRES

L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ SPÉCIAL

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au leader du gouvernement s'il pourrait assurer catégoriquement à la Chambre que le gouvernement donnera suite au rapport du comité spécial des instruments statutaires, déposé il y a quelque temps, assez tôt durant la présente session pour qu'il entre en vigueur au début de la prochaine?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Non, monsieur l'Orateur.

M. Baldwin: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le leader suppléant ou l'authentique—je veux dire le leader permanent, lorsqu'il reviendra à la Chambre—voudrait-il faire une brève déclaration pour expliquer pourquoi le gouvernement craint d'adopter les propositions du rapport, qui imposent des restrictions si bienfaisantes à l'autorité excessive et dictatoriale du gouvernement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Vu la teneur de la question, il m'est difficile de permettre qu'on y réponde.

M. Brewin: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Naturellement, la question n'ayant pas été jugée recevable, il est difficile de permettre une question supplémentaire. Le député pourrait peut-être poser une question connexe.